

mardi 21 septembre 2021

Politique

## **Désespoir présidentiel à gauche : comment en est-on arrivé là ?**

Par [Rémi Lefebvre](#)

Politiste

À moins d'un an de l'élection présidentielle française, dans un contexte de responsabilité historique de la gauche face aux crises écologiques et à la menace de l'extrême-droite, l'union qui semblerait nécessaire ne parvient pas à se réaliser. La société est pourtant traversée par des mobilisations progressistes et émancipatrices, ce qui laisse penser qu'il s'agit plutôt d'un problème d'offre politique à gauche. Les dynamiques récentes qui se mettent en place autour des primaires (primaire écologiste, primaire populaire) suffiront-elles à sortir de cette impasse ?

L'heure est à la sélection des candidats et aux déclarations de candidatures à gauche. Alors que le potentiel électoral de la gauche est historiquement bas, les prétendants se multiplient dans une certaine cacophonie. Les candidats déclarés mettent en avant la nécessité du pluralisme et les vertus de la « biodiversité » politique à gauche. On entend aussi que « tout est encore possible » et que les élections se jouent en janvier. Mais personne n'est dupe : la gauche est émiettée et affaiblie. Elle s'apprête à se fracasser sur le premier tour de l'élection présidentielle et n'a aucune chance à ce stade de se qualifier pour le second.

Le premier tour de la primaire écologiste est emblématique de la polarisation de la gauche. Alors que la catastrophe écologique est imminente et que la menace de l'extrême droite n'a jamais été aussi forte, la responsabilité de la gauche est historique. Dans un paysage politique fragmenté et « archipélisé », la nécessité de l'union à gauche est impérieuse. Elle semble impossible. Comment expliquer cette situation qui confine à l'absurde et au tragi-comique ?

## **La gauche est-elle vraiment défaite ?**

La faiblesse de la gauche semble avoir atteint un niveau historique. Seuls 25 % des citoyens se disent de gauche. On le lit partout : elle aurait perdu la bataille culturelle. La droitisation du débat public est certes spectaculaire. Les éditorialistes de gauche se font rares sur les plateaux des chaînes d'information en continu comme sur l'antenne de France Inter... L'agenda médiatico-politique est désormais matricé par des thèmes de droite. Sécurité, immigration, islam, identité nationale tournent en boucle, au rythme de l'irrésistible zemmourisation de l'espace public.

Le premier confinement laissait pourtant augurer une sortie de crise à gauche. Fin du productivisme, démondialisation, relocalisation de la vie économique : l'imagination est à gauche. Cette effervescence utopique a été de courte durée. Les paniques identitaires ont repris de plus belle. La situation d'insécurité sociale ne semble trouver de débouchés que dans une rhétorique de l'ordre. C'est l'ensemble du champ politique qui semble tirer vers la droite jusqu'à une forme de fascisation du débat public<sup>[1]</sup>.

Les candidats Républicains (LR) défendent ainsi des positions d'un radicalisme sans précédent sur la sécurité et l'islam (majorité pénale ramenée à 15 ans, peines minimales obligatoires pour les

récidivistes, un an de prison ferme pour les agressions contre les forces de l'ordre, 20 000 places de prison supplémentaires, interdiction du salafisme...). Le président de la République, accusé de laxisme sur le « régalien », leur donne le change. La gauche exerce une menace électorale si faible sur Emmanuel Macron, élu dans une large mesure grâce à ses électeurs, qu'il ne cesse de donner des gages à la droite. La cause est entendue : la prochaine campagne électorale se jouera à droite.

Si la droitisation de l'agenda est évidente, celle de « l'opinion » ou de la société est plus contestable. Divers indicateurs laissent à penser que cette tendance relève d'abord d'un phénomène d'offre. Le clivage gauche/droite garde de la vigueur et ne semble attendre que sa régénération. Si le signifiant « gauche » est disqualifié et démonétisé (le quinquennat de François Hollande y a largement concouru), le signifié (les valeurs de justice sociale et d'égalité) suscite toujours l'attachement au-delà du fait de s'autodéfinir comme « de gauche ».

La dernière enquête du CEVIPOF révèle une forte poussée de la préoccupation environnementale chez les Français (deuxième priorité). La société française est traversée et travaillée depuis 2017 par des dynamiques et des mobilisations progressistes et émancipatrices. Par-delà ses ambiguïtés idéologiques, le mouvement des Gilets Jaunes a été porté par une aspiration à la justice sociale et à l'approfondissement de la démocratie. Il laissera des traces profondes. La conflictualité sociale, si elle est sporadique et éclatée, n'a pas disparu et s'est renouvelée : mobilisation contre la réforme des retraites, marches pour le climat, poussée du féminisme avec #MeToo, politisation d'une partie de la jeunesse à travers les luttes contre les discriminations...

Cette effervescence de causes invite à l'optimisme. Disparates, elles n'ont pas trouvé d'unification ou de débouchés politiques mais elles sont des points d'appui potentiels pour la gauche. La gauche non partisane (associative, intellectuelle, écologiste, féministe...) bouillonne d'initiatives, de projets et de réflexions. Greenpeace, la CGT et Attac ont construit ces derniers mois des convergences politiques qui devraient interpeller les partis. Tout n'est donc pas perdu à gauche...

Si aussi peu de citoyens se disent « de gauche », c'est que le spectacle qu'elle donne à voir depuis 2017 ne favorise guère l'identification à ce camp. C'est donc du côté de l'offre politique et du jeu partisan que la crise se situe.

## **Il n'y a plus d'hégémon : le parti socialiste n'a pas été remplacé**

Depuis 2017, la gauche s'épuise dans une bataille de leadership qui, parce qu'elle n'a pas trouvé de dénouement, est devenue une dynamique de différenciation systématique et d'autodestruction. Il faut le rappeler : la gauche était structurée par la position hégémonique jouée par le Parti socialiste. Parce que c'était le parti qui avait vocation à exercer le pouvoir, il captait le vote utile et occupait un large espace politique (pendant la dernière période, de Gérard Filoche à Manuel Valls).

Les luttes internes pour en définir la ligne étaient âpres, destructrices mais faisaient sens. Son élasticité idéologique était à la fois un handicap et une ressource. Le rapport de forces à gauche pesait aussi sur le positionnement politique du parti. François Hollande s'est gauchisé lors de son discours du Bourget parce que Jean-Luc Mélenchon remontait dans les sondages. C'est autour du PS que s'organisaient les alliances. Les primaires ouvertes en 2011 ont été une manière de conforter ou de sanctuariser cette place centrale en permettant à *tous* les électeurs de gauche de se prononcer sur le candidat du seul parti socialiste.

L'effondrement du PS en 2017 bouleverse la donne mais sa place centrale et structurante n'a pas été remplacée. La gauche est désarticulée. Les effets de la débâcle du PS pèsent toujours sur la structuration de la gauche et son devenir. Sa disparition aurait pu faciliter les choses... Mais le PS, s'il est déclassé, a fait preuve de résilience depuis 2017. Comme tout au long de son histoire, en période de déclin, il s'est rétracté sur ses bastions locaux et municipaux. Les socialistes ont timidement fait l'inventaire critique du mandat de François Hollande et ont poursuivi leur écologisation sans engager de véritable reconstruction idéologique.

Comme le montre son congrès, le parti est largement désinvesti et ne convainc guère qu'un avenir de la social-démocratie soit encore possible. Il s'enorgueillit d'être le premier parti local à gauche et revendique ce faisant d'être la « force motrice » ou le « trait d'union » à gauche. Il a pourtant gardé ses élus surtout parce qu'ils étaient sortants et non parce qu'ils étaient socialistes, dans un contexte d'abstention phénoménale.

Avant les dernières élections régionales, Olivier Faure laissait entendre que le PS pourrait s'effacer derrière un candidat écologiste, mais EELV a échoué aux régionales et n'apparaît pas pour son rival socialiste comme une force fiable. Depuis 2017, les élections intermédiaires ont servi de test et structuré les rapports de forces à gauche alors qu'elles offrent des indicateurs politiques trompeurs. Comment s'y fier quand l'abstention est aussi massive et qu'une forme de désarticulation entre scènes politiques nationales et locales s'opère (les candidats de La République En Marche et du Rassemblement National gardent de fortes chances pour 2022 alors que leurs mouvements n'ont aucun ancrage local) ?

Les écologistes sont pourtant convaincus que leur heure est venue, qu'il faut tourner la page de leur « habitus minoritaire », que l'ère de la social-démocratie est dépassée et qu'ils sont porteurs et propriétaires exclusifs du nouveau récit politique. Les écologistes entendent enfin tirer les dividendes politiques de la conscience environnementale nouvelle. Ils sont le sens de l'histoire, le leadership leur revient. Mais si l'écologie est désormais une grande idée, EELV reste un petit parti qui apparaît, non sans raisons, comme sous-dimensionné pour porter une élection présidentielle (le parti qui ne compte qu'une poignée de permanents a-t-il les moyens de financer une campagne de grande ampleur ?).

EELV a marqué des points aux élections européennes et municipales mais ne s'est pas imposée comme colonne vertébrale de la gauche. 120 000 sympathisants se sont inscrits à la primaire. C'est beaucoup plus que la base militante du parti mais beaucoup moins que les participants aux primaires socialistes de 2011 ou 2017. Dans un contexte de division de gauche et d'impuissance politique, les électeurs de gauche ne se sont pas massivement saisis de cette opportunité d'expression pour affirmer que leur candidat devrait être écologiste.

La primaire écologiste confirme que la base sociale de l'écologie est fragile. De qui sont représentatifs ces 120 000 participants ? De la base militante ? Non. Des sympathisants écologistes ? Pas sûr... De l'opinion de gauche dans son ensemble ? Sans doute pas. La primaire donne traditionnellement une prime à la radicalité. La qualification de Sandrine Rousseau, qui a mobilisé des réseaux très ciblés, confirme cette tendance. Ce biais de la primaire est problématique quand la vocation du candidat désigné est de représenter l'ensemble de la gauche...

La France Insoumise n'a pas non plus réussi à s'imposer à gauche comme la force politique centrale. En 2017, Jean-Luc Mélenchon a su fédérer la gauche en canalisant le vote utile. Les électeurs se sont unis derrière lui. Mais depuis le leader des insoumis n'a cessé de louvoyer entre

une stratégie de rassemblement à gauche classique (aux élections Européennes) pour affaiblir ses partenaires et une stratégie populiste (substituer le clivage élites/peuple au clivage gauche/droite) pour élargir son assise. Il a perdu au final sur les deux tableaux et semble, à cette heure, incapable de reproduire la dynamique de 2017.

La France Insoumise s'est enlisée dans des élections intermédiaires pour lesquelles elle n'était pas équipée et qui l'ont affaibli. L'image de son leader est abimée et trop clivante à gauche alors qu'il n'a tiré aucun dividende politique du mouvement des Gilets Jaunes ou plus récemment des mobilisations sur le pass sanitaire, qu'il a cherché à séduire en vain. Le pari mélenchoniste est la mobilisation par une posture tribunitienne des milieux populaires, au-delà des segments sociologiques racornis de la gauche. Il a pour l'instant échoué. Jean-Luc Mélenchon reconnaît lui-même qu'il ne peut gagner que par « un trou de souris ».

Comme aucune force politique ne tire son épingle du jeu, les stratégies individualistes se multiplient et les partis adoptent des réflexes de survie organisationnelle, enjambant le prochain scrutin présidentiel pour préparer d'autres échéances. Les partis de gauche jouent-ils encore vraiment la gagne ? Il est permis d'en douter. Parce que le cycle présidentiel comprend désormais les élections législatives, le scrutin présidentiel devient un moment d'existence incontournable pour tout parti. La négociation d'un contrat législatif aurait pu être un moyen de désamorcer cette logique mais elle n'aurait réglé en rien la question de la sélection du candidat.

Fabien Roussel n'est candidat qu'à la réaffirmation identitaire d'un parti (le Parti communiste) qui cherche avant tout à reproduire son appareil et à garder ce qui le maintient encore (un groupe parlementaire, des municipalités...). La campagne présidentielle du PC s'apparente surtout à une campagne de communication pour faire exister ce qu'il reste de la marque. Arnaud Montebourg a longtemps hésité à se lancer. Sans parti, ni réseaux d'élus ni financement (« l'intendance suivra » dit-il), il tente sa chance, avec une cohérence idéologique incontestable, parce qu'aucun candidat n'a tué le match. La candidature d'Anne Hidalgo à bonne distance du PS ne soulève guère d'enthousiasme dans son propre parti. Tout se passe comme si les socialistes se rapprochaient, sans grandes illusions, à sa seule présidentialité pour survivre. Pour tenter de décoller et de mobiliser le cœur traditionnel de l'électorat de gauche, la maire de Paris se risque à des propositions clientélistes comme le doublement du salaire des enseignants.

## **Comment sortir de cette situation ?**

Les divergences idéologiques existent bien à gauche, exacerbées par les ressentiments et les détestations accumulés. La participation à la manifestation de policiers en mai dernier a traduit des divisions profondes à gauche. Anne Hidalgo et Jean-Luc Mélenchon proposent bien des lignes politiques différentes. Mais depuis 2017, les divergences n'ont pas vraiment été explicitées et clarifiées. De ce point de vue, la gauche a manqué de méthode pour engager une confrontation idéologique à laquelle les partis se sont dérobés, comme pour mieux justifier la division.

Pourtant, les désaccords ont eu tendance à se résorber depuis 2017. Entre écologistes, socialistes et communistes, dégager un socle commun autour d'une dizaine de propositions électorales n'apparaît pas insurmontable. La transition écologique ne fait plus guère dissensus. Sur la construction européenne, les positions sont moins tranchées que par le passé. De nouveaux clivages sont apparus avec leurs mots totems qui fâchent et clivent (« race », « genre », « décolonialisme », « cancel culture », « woke »...). L'irruption de Sandrine Rousseau semble exacerber ces clivages mais ils

sont surjoués et n'ont aucune signification réelle pour une grande majorité de l'électorat. L'écoféminisme est-il vraiment de nature à fédérer la gauche ? Les électeurs de gauche, plus unitaires que leurs partis, sont les otages d'une désunion partisane entretenue par de petites sociétés militantes attachées avant tout à persévérer dans leur être, repliées sur leurs identités historiques, leurs intérêts d'appareil et une complaisante tyrannie des petites différences.

Comment sortir de cette impasse ? La gauche est-elle condamnée à n'être représentée que par un troupeau de nains ? À terme, il faudra enclencher une dynamique de recomposition partisane (sous la forme d'une fédération de partis ou d'une unification d'ampleur). Dans l'attente, on ne peut plus compter sur l'auto-discipline des appareils politiques et leur sens des responsabilités. Il n'y a plus beaucoup de solutions... Les primaires sont périlleuses et critiquées à juste titre[3] mais il n'y a plus guère d'option pour débloquer la situation.

La primaire écologiste ne suffira pas à rassembler à gauche. Elle a conduit au deuxième tour à une alternative très polarisée. Yannick Jadot est sans doute plus proche d'Anne Hidalgo que de Sandrine Rousseau... Quand il existait un parti dominant (le Parti socialiste), une primaire limitée à une organisation faisait sens. Quand prime la fragmentation, elle ne suffit plus. Le projet de la primaire populaire est porté par un collectif d'associations et d'intellectuels issus de la société civile de gauche. C'est une primaire interpartisane (il s'agit de trancher entre des candidatures issues de plusieurs formations politiques) et non partisane (elle n'est pas organisée par un parti). La primaire populaire propose un socle programmatique commun (dont on a fait guère de publicité...) et un vote dans des formes inédites (le jugement majoritaire) pour éviter « les effets délétères » des primaires classiques. Porté par la « société civile de gauche », ce collectif interpelle les partis *du dehors* et cherche à les déborder en les mettant devant leur responsabilité et en leur offrant une formule clefs en main.

Cette primaire large apparaît néanmoins aussi indispensable qu'improbable. Les partis à gauche ne semblent pas prêts à jouer le jeu. Les candidats les plus parrainés par la primaire populaire (Christiane Taubira, François Ruffin) ont des profils non partisans... Il est difficile de demander aux écologistes de renoncer à nouveau à une candidature après leur primaire. Jean-Luc Mélenchon ira au jusqu'au bout parce qu'il mise sur la campagne et la politisation de la société qu'elle provoque pour se refaire et se relancer.

Au final, une primaire rampante et tardive par les sondages risque de hiérarchiser les candidats et les départager par un effet de « vote utile ». Il est fort probable que certains candidats, trop bas dans les enquêtes d'opinion, renoncent (comme Yannick Jadot en 2017). Les candidats semblent ainsi déléguer aux sondages le pouvoir qu'ils n'ont pas consenti à donner directement aux électeurs à travers une primaire. Ce choix est lourd de conséquences. Les divers candidats de gauche vont donner pendant des mois encore le spectacle de leur mésentente et se disputer l'électorat de gauche au lieu de l'élargir.

[Rémi Lefebvre](#)

Politiste, Professeur à l'Université de Lille 2

- **Partager :**
- [copier le lien](#)
- [sur Twitter](#)
- [sur Facebook](#)
- [sur LinkedIn](#)

- [par Mail](#)

## Rayonnages

[Politique](#)[Partis politiques](#)[EELV](#)[LFI](#)[Parti socialiste](#)[PCF](#)[Élections](#)[Présidentielles](#)

## Mots-clés

[Gauche](#)

à lire aussi dans l'édition du mardi 21 septembre 2021

## Critique

## Hackers et sangliers – sur *Farouches* de Fanny Taillandier

Par [Éric Loret](#)

Dans le quatrième roman de Fanny Taillandier, à mi-chemin entre le genre fantastique et celui du thriller, il est beaucoup question d'animaux sauvages. En représentant des « non-humains » qui font... [lire plus](#)

## Analyse

## Patriarcapitalisme : ce que le Covid-19 fait au travail des femmes

Par [Pauline Grosjean](#)

Néologisme formé par des économistes spécialistes du travail, le terme de « fémi-cession » dit bien l'impact unique dans l'histoire des récessions qu'a eu la crise du Covid-19 sur l'emploi des femmes. Les plans... [lire plus](#)

## Notes

[1] Ludivine Bantigny, Ugo Palheta, *Face à la menace fasciste. Sortir de l'autoritarisme*, Paris, Textuel, 2021.

[2] Vanessa Jérôme, *Militer chez les Verts*, Paris, Les Presses de Sciences Po, collection « Politiques de la Terre », 2021.

[3] Rémi Lefebvre, *Les primaires, de l'engouement au désenchantement ?*, Paris, La Documentation Française, 2020.